



NUMÉRIQUE ENQUÊTE

Gros mécènes et petits arrangements privés au menu du sommet pour l'IA

Une partie de l'organisation du sommet pour l'action sur l'IA de la France a été déléguée à des acteurs privés, sans cadre juridique ni obligation de rendre des comptes aux pouvoirs publics. Des coups de pouce qui arrangent l'État, perméable au mélange des genres.

Marie Turcan - 9 février 2025 à 18h13

Dans le milieu de la tech, le mot « sommet » est souvent galvaudé. Un « Tech Summit » par-ci, un « Crypto Summit » par-là... Ces conférences privées rassemblent un grand nombre d'acteurs économiques qui se retrouvent en général seulement pour serrer des mains, célébrer la course à l'innovation et prévoir leurs prochaines levées de fonds. On en oublierait presque qu'un sommet, un vrai, a des objectifs diplomatiques distincts de l'avènement unilatéral d'intérêts privés.

Et puis il y a le sommet de l'IA. L'événement qu'organise la France – une « semaine » démarrée le 6 février et deux jours de sommet diplomatique les 10 et 11 – navigue en eaux polysémiques et l'assume. L'Élysée le martèle à la presse, Emmanuel Macron veut remettre de « l'action » au cœur du projet, histoire de se démarquer de la précédente édition, l'AI Safety Summit 2023 de Londres, jugé trop plan-plan.

Mais à force de vouloir mélanger les genres, l'État commet quelques faux pas. Mediapart a découvert que l'organisation du sommet a été, par moments, partiellement transférée à des acteurs du privé ou à des associations, sans réelle délégation de service public et en dehors de tout cadre juridique. « *Tout est délégué, sous-délégué... À la fin, on arrive à une sorte de privatisation du sommet* », soupire une source.

Ces zones d'ombre pourraient sembler anecdotiques, au vu de l'ampleur d'un événement qui a d'ores et déjà

réussi à « *remettre la France au centre de la conversation mondiale sur l'intelligence artificielle* », selon ses défenseurs. Mais elles montrent que la frontière entre intérêts publics et privés n'a jamais été aussi ténue que dans ce sommet mi-économique, mi-politique, qui laisse une place de choix aux mécènes et aux fondations internationales.

Une équipe venue du privé

« *Avec ma confiance, Emmanuel Macron.* » Les mots ont été ajoutés à la main au stylo bleu sur la lettre de mission, datée du 25 mars 2024, par laquelle le président a confié à la femme d'affaires Anne Bouverot l'organisation du sommet, en tant qu'envoyée spéciale non rémunérée. Cette ancienne dirigeante d'entreprise, qui a coprésidé la commission de l'intelligence artificielle en mars 2024, a siégé ou siège encore aux conseils d'administration d'une demi-douzaine d'entreprises privées (*lire l'encadré*).

La lettre de mission du président, consultée par Mediapart, n'a jamais été rendue publique. Le président confère pourtant à Anne Bouverot un pouvoir important. Bien qu'elle ne prenne pas de décisions exécutives et ne s'occupe pas du budget du sommet, elle a été de fait placée hiérarchiquement au-dessus des secrétaires générales et adjointes, rares représentantes de l'État dans l'organigramme du sommet. Le ton est donné.

À ses côtés, Emmanuel Macron a aussi nommé « *une équipe resserrée d'envoyés thématiques* », cinq personnalités plus ou moins reconnues du monde du numérique. Parmi elles, seul l'ambassadeur pour le numérique Henri Verdier occupe une fonction publique.

Les « envoyés spéciaux » du président

« *L'équipe du sommet* » est constituée de neuf personnes, dont six envoyés spéciaux. Il y a d'abord la cheffe, Anne Bouverot, présidente du conseil d'administration de l'École normale supérieure (ENS-PSL), une personnalité reconnue dans le domaine de l'intelligence artificielle – elle a même obtenu un doctorat en IA « *bien avant que ce soit à la mode ;)* », précise-t-elle sur LinkedIn. Elle a commencé sa

carrière chez Orange, avant de diriger l'association mondiale des opérateurs mobiles, puis l'entreprise tech Morpho. Elle a siégé ou siège encore aux conseils d'administration d'une demi-douzaine d'entreprises privées comme Cag Gemini, Edenred, Cellnex Telecom (2018-2024), Ledger (2019-2024), Technicolor Group (2019-2024). Elle est aussi « *senior advisor* » de la firme d'investissement américano-britannique TowerBrook Capital Partners.

À ses côtés, on retrouve :

- Guillaume Poupard, ancien directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) et récemment recasé dans le privé (Docaposte), plus connu pour ses connaissances en cybersécurité qu'en intelligence artificielle ;
- Roxanne Varza, figure emblématique de la French Tech et directrice de Station F, l'incubateur de start-up propulsé par le milliardaire Xavier Niel. Station F accueillera d'ailleurs le 11 novembre une « *ournée business* » parallèle au sommet ;
- Sana de Courcelles, spécialiste en gestion et innovation publique à l'Organisation internationale du travail (OIT) ;
- Henri Verdier, ambassadeur du numérique pour la France ;
- Martin Tisné, employé de la fondation Omidyar.

La nomination de ces personnalités, dont plusieurs cumulent des emplois dans le privé, n'a pas été accompagnée de saisine de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique – qui a précisé à Mediapart que « *ce type de fonctions n'entre pas dans son champ de compétence* ». Il n'aurait pourtant pas été incohérent que cet organisme indépendant soit consulté pour détecter l'existence d'éventuels conflits d'intérêts dans l'organisation d'un sommet diplomatique et économique de haut plan, financé par de l'argent public.

La fondation Omidyar dans l'organisation du sommet

Le budget consacré par l'État au sommet s'élève, selon nos informations, à une dizaine de millions d'euros seulement. Le montant est très raisonnable, au vu du grand nombre d'expositions, de tables rondes et de rencontres organisées. Comment faire autant, avec si

peu ?

Déjà, avec des « envoyés spéciaux » bénévoles, qui ne sont pas rémunérés par les pouvoirs publics – à l'exception d'Henri Verdier, l'ambassadeur du numérique, déjà employé du Quai d'Orsay. Si certain-es sont resté-es en retrait par manque de temps, d'autres ont mis toutes leurs forces et leurs réseaux au service de cet engagement.

C'est le cas de Martin Tisné, chargé de la thématique « IA au service de l'intérêt public ». Ce connaisseur du monde de la tech, qui habite à Londres, est employé par AI Collaborative, une branche de la fondation Omidyar, un réseau philanthropique américain lancé par Pierre Omidyar, fondateur d'eBay, dans les années 2000. « *Je participe à mener des efforts mondiaux pour s'assurer que l'intelligence artificielle serve la société, pas juste les intérêts privés* », décrit-il sur son compte LinkedIn.

Selon nos informations, il est actuellement très investi dans la recherche de fonds pour la Fondation de l'IA pour l'intérêt public, un nouveau projet de fonds d'investissement à la frontière entre le public et le privé, qui doit être présenté en grande pompe au sommet. Il devrait permettre de lever jusqu'à 2,5 milliards d'euros, selon [La Tribune](#).

Bien qu'AI Collaborative n'ait eu aucun mandat officiel pour organiser le sommet, c'est à travers cette organisation que Martin Tisné a embauché une conseillère, Claire Foulquier-Gazagnes, pour travailler exclusivement sur le sommet depuis décembre 2024. Cette salariée de la fondation Omidyar, qui a travaillé huit ans pour Google, a même représenté officiellement Martin Tisné au cours de [la sixième édition de la table ronde d'Athènes](#) concernant la gouvernance de l'IA, qui s'est tenue au siège de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) le 9 décembre 2024. Claire Foulquier-Gazagnes n'a pas répondu à nos questions.

Autre embauche, plus discrète : selon nos informations, Martin Tisné se serait octroyé assez tôt l'aide d'un cabinet de conseil américain, Freedman Consulting. Le nom du cabinet, sélectionné sans aucune mise en concurrence ouverte, a été retiré des communications publiques du sommet. On n'en trouve trace que dans

quelques recoins du site officiel, où il figure, avec le groupe Omidyar, dans une longue liste d'organismes mentionnés comme ayant apporté une « *contribution* » aux « *réflexions visant à [le] préparer* ». Il n'est fait nulle part mention du montant des dépenses engagées par la fondation Omidyar pour le sommet.

Contactés sur l'implication d'AI Collaborative et de la fondation Omidyar dans l'organisation du sommet, ni Martin Tisné ni l'Élysée n'ont retourné nos questions. Freedman Consulting n'a pas non plus répondu à nos demandes.

La place de choix du Forum de Paris pour la paix

Une autre manière de faire des économies pour organiser un sommet, c'est de savoir saisir les perches au vol. Le Forum de Paris pour la paix (PPF, Paris Peace Forum) en a tendu une longue, à l'été 2024. Cette association loi 1901 à but non lucratif organise, chaque année depuis 2018, un événement du même nom, où se rassemblent des dirigeant-es et où sont exposés des projets pour « *la préservation de la paix* ».

C'est Justin Vaïsse, ancien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et proche d'Emmanuel Macron, qui dirige ce PPF bien installé dans les cercles diplomatiques. Bien qu'il ait gagné en indépendance, le PPF a « *ses entrées au plus haut niveau de l'Élysée* », rapporte un connaisseur.

En juin 2024, Justin Vaïsse a envoyé à l'équipe du sommet une note de sept pages, dans laquelle il propose de piloter un « *appel à projets du sommet IA* », dont le PPF examinerait les candidatures et sélectionnerait lui-même les lauréat-es, qui seraient ensuite exposé-es au Grand Palais.

Quel rapport entre le PPF et l'intelligence artificielle ? Justin Vaïsse rappelle à Mediapart que son organisme organise des appels à projets et « *travaille sur l'IA depuis 2020* », et que la thématique fait pleinement « *partie de ses missions* ». Il concède que le sommet présente une belle opportunité de visibilité et d'action pour le PPF, qui a dû se contenter d'une « *édition un peu plus réduite* » de son propre forum en novembre 2024, la faute à un trop grand nombre d'événements l'an dernier.

La proposition du PPF a séduit l'équipe organisatrice, sensible à une argumentation répondant parfaitement aux obsessions d'Emmanuel Macron : apaiser les craintes des Français-es sur les potentielles dérives de l'intelligence artificielle. Dans le document que Mediapart s'est procuré, le PPF assure en effet que cet appel à projets permettra de « *faire du sommet un événement populaire ouvert au moment où l'IA inquiète l'opinion* », de « *montrer comment "les gens" du monde entier s'approprient l'IA pour le bien commun [...] et [de] mettre en avant une vision positive* ».

« Je compte sur vous pour dire combien le Forum pour la paix a apporté au sommet, de façon gratuite ! »

Justin Vaïsse, directeur du Forum de Paris pour la paix

Les 10 et 11 février, dans les halls du Grand Palais, seront exposées 50 initiatives pour « *faire la démonstration par la preuve que l'IA peut avoir des impacts très bénéfiques dans un grand nombre de domaines* », expliquait l'Élysée quelques jours avant le sommet. Il s'agirait là des « *projets les plus pertinents* », les « *meilleurs* » parmi 770 candidatures.

Les pouvoirs publics n'ont pourtant pas participé à la sélection de ces projets, qui ont été triés par neuf membres d'un jury constitué par le PPF (où se mélangent des représentants de l'Unesco, de Microsoft ou de la fondation McGovern). Plus étonnant encore, dans la note interne du PPF consultée par Mediapart, on peut lire un inhabituel critère de sélection : « *En contrepartie de leur soutien financier à l'appel à projets IA, certains mécènes bénéficieront d'une procédure prioritaire pour la soumission d'un projet au comité de sélection.* »

En somme, certains projets pourraient avoir été favorisés par un afflux de fonds extérieurs, versés dans les caisses du PPF et sans contrôle de l'État. Justin Vaïsse a confirmé auprès de Mediapart, mais se veut rassurant : « *Seule une initiative* » parmi les cinquante aurait été proposée par un mécène, et elle aurait été évaluée sur les mêmes critères que les autres.

« *Ce ne sont pas des fonds qui financent le sommet pour l'IA ou l'appel à projets, ce sont des fonds qui financent le forum*, précise Justin Vaïsse. *Ce sont généralement des partenaires assez anciens, des fondations philanthropiques*

ou des entreprises. Ils font partie des partenaires, donc on leur propose quelques contreparties. »

Les cinquante projets IA, décrits comme des initiatives déjà abouties et structurées censées montrer que l'IA est déjà utilisée à bon escient, profiteront d'une visibilité de choix au sein d'un sommet où se pressent de nombreux investisseurs internationaux.

Le directeur du PPF confirme avoir pris en charge l'intégralité des frais d'organisation de cet appel à projets et que les actions de son association ne s'inscrivent dans aucune délégation de service public. Il y voit « *un travail de contribution d'égal à égal avec l'organisation du sommet elle-même* ». « *On avance aussi nos propres objectifs, qui sont dans nos statuts d'association : contribuer à une meilleure coordination internationale, au dialogue nord-sud. [...] J'aimerais bien avoir une exposition plus grande, je compte sur vous pour dire combien le forum a apporté au sommet, de façon gratuite !* », s'amuse son directeur.

Contacté sur cet accord passé entre l'État et le Paris Peace Forum, l'Élysée n'a pas répondu à nos questions.

Quelle place pour les contre-discours ?

Un constat s'impose : ces petits arrangements et coups de pouce, dont certains sont à peine cachés, ne semblent pas déranger grand monde. La majorité des organisateurs insistent plutôt sur l'ampleur inédite de cet événement international, en brandissant l'urgence pour la France et l'Europe d'y nouer des liens financiers avec des entreprises, mécènes et partenaires internationaux, pour s'émanciper de la domination américano-chinoise.

Dans cet écosystème bouillonnant, les voix d'expert-es sont entendues – des conférences entre scientifiques, chercheurs et chercheuses ou diplomates sont organisées, au cours de plusieurs événements parallèles –, pour autant qu'elles s'alignent sur un discours « *productiviste* », comme l'a récemment dénoncé Amnesty International dans un communiqué.

« Au rythme foudroyant auquel l'IA se développe, les dirigeants ne semblent pas pressés de réfléchir aux enjeux humains, sociaux et environnementaux que posent ces nouvelles technologies », regrette l'association, aux côtés de la Ligue des droits de l'homme ou de VoxPublic.

La Quadrature du Net, association spécialisée dans la défense des libertés sur Internet, a aussi publié le 7 février un manifeste pour « *dénoncer l'inféodation des politiques publiques aux intérêts de la tech* », regrettant que « *tout concour[er] à ériger le déploiement massif de l'intelligence artificielle en priorité politique* ».

Le parti écologiste européen a quant à lui organisé un petit « *contre-sommet* » le 7 février, « *pour une technologie au service de l'humain et de la planète* ». Une manière de tenter de remettre de l'ordre dans les priorités.

Marie Turcan

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, [la marche à suivre est explicitée dans cette page](#).